

## COMMUNIQUÉ

# NON À L'INTERVENTION MILITAIRE EN SYRIE ! NON À LA GUERRE !

Usant des pouvoirs d'exception que lui confèrent les institutions de la V<sup>e</sup> République, le président François Hollande ainsi que son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, se sont prononcés pour une intervention militaire en Syrie. Au bout du compte, ce sont les Etats-Unis qui décideront. Il semblerait, selon la presse, que les Etats-Unis sont prêts à engager des frappes aériennes contre la Syrie dès jeudi ou vendredi.

Depuis des mois, des dizaines de milliers de Syriens sont morts, des centaines de milliers ont dû fuir les zones de combat. Le monde entier est saisi d'horreur devant ce carnage sanglant provoqué par les bombardements, les attentats, les armes chimiques... On se rappelle que les armes de destruction massive ont été, en 2003, le prétexte à une intervention militaire en Irak. Aujourd'hui, sans même attendre les résultats de la commission d'enquête de l'ONU qu'elles ont elles-mêmes commanditée, les grandes puissances décrètent qu'il faut « punir » le régime, donc procéder à des frappes aériennes contre le peuple syrien.

Les grandes puissances, qui, il y a peu, invitaient régulièrement le président el-Assad en France, aux Etats-Unis et ailleurs, font mine de « découvrir » aujourd'hui qu'il s'agit d'un régime violent. De l'autre côté, ceux qui sont présentés comme l'« opposition » — financée par l'Arabie Saoudite et soumise aux groupes djihadistes comme al-Nosra qui se réclame officiellement d'al-Qaida — ne sont pas moins violents que le régime. Les déclarations des grandes puissances ne sont que larmes de crocodile. On voit aujourd'hui en Irak, pays disloqué, occupé, soumis à la violence terroriste, au chaos, où a conduit l'intervention militaire.

Le résultat de l'intervention des grandes puissances en Libye est le même. Après la Libye, ce sont les mêmes groupes armés par les grandes puissances contre Kadhafi qui ont organisé un raid contre le Mali, « justifiant » ainsi l'intervention militaire française.

Le POI s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier et démocratique qui lutte contre la guerre, pour la paix et le droit des peuples. Il affirme, sur la base de l'expérience de ces vingt dernières années, que toute intervention militaire non seulement ne règlera pas la situation dramatique des peuples mais l'aggravera et entraînera inévitablement demain de nouvelles interventions militaires, de nouvelles guerres, de nouvelles violences. Nous réaffirmons notre opposition à toute intervention militaire contre la Syrie qui ajoutera à la violence actuelle de nouvelles violences.

Nous nous prononçons contre toute frappe militaire, contre toute intervention, toute ingérence. Nous sommes inconditionnellement du côté du peuple syrien qui traverse un moment tragique de son histoire. Mais nous avons confiance dans la capacité des peuples du monde à ouvrir une issue malgré la barbarie.

Le POI condamne la volonté du gouvernement Hollande-Ayrault de s'engager dans l'aventure militaire contre le peuple syrien.

Non à la guerre ! Non à l'intervention !

Paris, le 28 août 2013 à 18 heures  
Les secrétaires nationaux :  
Claude Jenet, Jean Markun,  
Gérard Schivardi, Daniel Gluckstein